

- VU l'arrêté préfectoral n° 119 du 12 septembre 1997 autorisant la société REY SA à exploiter une carrière, implantée lieu-dit " La Grande Garrigue ", sur le territoire de la commune de Villars (84400), modifié par les arrêtés n° 26 du 2 mars 2004, n° 146 du 7 décembre 2005 et n° 67 du 30 juillet 2008,
- VU le courrier du Préfet de Vaucluse en date du 7 mai 2013, actant le changement de dénomination sociale au profit de la société COLAS MIDI MEDITERRANEE SAS,
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 mars 2016,
- VU l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites lors de sa séance du 4 mai 2017,
- VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur,
- VU l'absence d'observation du demandeur sur ce projet d'arrêté qui lui a été transmis,
- CONSIDÉRANT** que les modifications portent sur l'actualisation des montants de référence des garanties financières pour la période allant jusqu'au 12 septembre 2017,
- CONSIDÉRANT** que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires, mentionnés à l'article L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement,
- CONSIDÉRANT** que, conformément à l'article R 181-46 du code de l'environnement, ces modifications sont non substantielles et ainsi ne nécessitent pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique,
- CONSIDÉRANT** que les arrêtés n° 119 du 12 septembre 1997, n° 26 du 2 mars 2004, n° 146 du 7 décembre 2005 et n° 67 du 30 juillet 2008, doivent être modifiés pour prendre en compte le nouveau montant de référence des garanties financières,
- SUR** proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations,

ARRETE

Article 1 - Champ d'application

La société COLAS MIDI MEDITERRANEE SAS, ci-après nommée " l'exploitant ", dont le siège social est situé « La Duranne, - 345, rue Louis Broglie » à Aix-En-Provence (13080), est tenue, pour sa carrière, située au lieu-dit " La Grande Garrigue ", sur le territoire de la commune de Villars (84400), de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants :

Article 2 - Montant de référence des garanties financières

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état est :

- pour la période allant jusqu'au 12 septembre 2017 : 147 021 €.

L'indice TP01 de référence est celui en vigueur en novembre 2015 et la TVA de référence est de 20 %.

Article 3 - Délais et voies de recours

Les délais et voies de recours sont rappelés à l'annexe 0, annexée au présent arrêté.

Article 4 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, la sous-préfète d'Apt, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Villars, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Thierry DEMARET

ANNEXE 0 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS POUR LES DECISIONS RELEVANT DU REGIME DE L'AUTORISATION UNIQUE

RECOURS CONTENTIEUX : La juridiction administrative compétente est le tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09.

Article L181-17 Créé par Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 - art. 1

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 181-9 et les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

NOTA : Conformément à l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 ces dispositions entrent en vigueur le 1er mars 2017 sous réserve des dispositions prévues audit article.

Article R181-50 : Créé par Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 1

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

NOTA : Se reporter aux dispositions de l'article 17 du décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 qui précisent les réserves d'entrée en vigueur.

RECOURS GRACIEUX OU HIERARCHIQUE

Article R181-51 : Créé par Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 1

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en

informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

NOTA : Se reporter aux dispositions de l'article 17 du décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 qui précisent les réserves d'entrée en vigueur.

RECLAMATION

Article R181-52 Créé par Décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 - art. 1

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

NOTA : Se reporter aux dispositions de l'article 17 du décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 qui précisent les réserves d'entrée en vigueur.

